

L'AGRICULTURE AFRICAINE, QUELS PROBLEMES?

(René Dumont, devrait-il se retourner dans sa tombe?)

par

Henk J.W. Mutsaers¹ and Paul W.M. Kleene²

Résumé

Les points de vue de 40 vétérans sur les 60 ans de développement agricole de l'Afrique sont analysés, avec au fond, le livre de René Dumont "L'Afrique noire est mal partie", une publication de l'époque tout à fait remarquable. Bien que certaines des opinions et recommandations de Dumont ne sont plus valables, il est frappant de constater combien d'entre elles sont aussi pertinentes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a 50 ans. Le présent article passe en revue l'histoire récente du développement agricole en comparant les perspectives de Dumont avec celles des vétérans de plusieurs points de vue, à savoir : la question très importante des forces et faiblesses de l'agriculture de subsistance et de l'agriculture familiale, les voies de développement des zones de forêt et de savane, et l'épineux problème des faibles taux d'adoption de nouvelles technologies.

Ensuite, les perspectives d'avenir sont passées en revue, ainsi que les conditions pour un progrès significatif, en prenant en compte la propriété foncière, les organisations paysannes, l'éducation au sens large, le développement des "chaînes de valeur", et, peut-être plus important encore, le dévouement, l'honnêteté et la discipline à tous les niveaux. Enfin, le rôle souvent défavorable de l'aide internationale est examiné et un regard est porté sur des développements récents, en particulier la tendance dangereuse de l'acquisition massive de terres par des intervenants «extérieures».

Summary

The views of 40 veterans on 60 years of African agricultural development are analysed against the background of René Dumont's epochal publication "L'Afrique noire est mal partie". Although some of Dumont's opinions and recommendations are no longer valid, it is striking how many of them are as relevant today as they were 50 years ago. This paper reviews the recent history of agricultural development comparing Dumont's perspectives and those of the veterans from a number of angles, viz. the all-important issue of strengths and weaknesses of subsistence and family farming, the development pathways of the forest and savannah zones, and the overall disappointing adoption record of new technology. Next, future prospects are reviewed, as well as the conditions for significant progress, in respect of land ownership, farmer organisation, education in the widest sense, 'chain development' and, perhaps most importantly, dedication, honesty and discipline at all levels. Finally, the often unfavourable role of international aid is reviewed and recent developments are highlighted, in particular the dangerous trend of massive land acquisition by 'outside' parties

¹ adresse e-mail : hjw.mutsaers@planet.nl

² adresse e-mail : paul.kleene@yahoo.fr

Introduction

A l'origine de cet article sont deux événements, sans lien apparent, mais qui s'avèrent être étroitement liés : la célébration du cinquantième anniversaire de la parution du livre de René Dumont "l'Afrique noire est mal partie", et la sortie de notre collection des visions de 40 vétérans sur l'état de l'agriculture africaine (Mutsaers et Kleene, Eds., 2012), dans laquelle ils décrivent leur propre rôle et ce qu'ils considèrent comme solutions à la stagnation apparente de l'agriculture familiale en Afrique. Ces événements sont étroitement liés, car ils se situent au début et à la fin d'une époque, celle des approches du développement agricole fortement dominé par l'Occident, dont les principales origines datent de la période coloniale et du début de la période postcoloniale.

Les 40 auteurs "vétérans" de notre collection, répartis entre 22 anglophones et 18 francophones, ont été invités à répondre à trois questions :

1. *Pourquoi avons-nous été si peu performants dans nos activités en faveur du développement agricole en Afrique ?*
2. *Quels sont les facteurs de changement (sociaux, politiques, techniques) les plus déterminants pour qu'une agriculture plus productive et rentable puisse se développer ?*
3. *Dans quelle mesure des réorientations de la politique internationale et de l'aide au développement pourraient-elles améliorer la situation ?*

Dans cet article, nous voulons montrer les nombreux liens directs et indirects entre les visions développées par Dumont il y a cinquante ans, et les approches de développement dans lesquelles les vétérans, y compris nous-mêmes, ont été impliqués au cours du demi-siècle qui y a suivi. Nous voulons aussi examiner si les expériences de nos auteurs peuvent expliquer pourquoi si peu des grandes idées des années cinquante et soixante, dont Dumont a été l'un des représentants les plus marqués, ont été réalisées, et dans quelle mesure elles ont essuyé les tempêtes et restent valables aujourd'hui, cinquante ans plus tard. Nous avons illustré cet article par une citation de chacun des auteurs, afin de restituer les variations et la richesse des opinions exprimées (voir Appendice).

Une question clé : l'agriculture familiale a-t-elle un avenir ?

Aujourd'hui, l'un des dilemmes cruciaux pour l'agriculture africaine est de savoir si l'avenir sera celui des petites et moyennes exploitations familiales ou plutôt celui des grandes entreprises agricoles. Ce dilemme est réapparu à la fin d'un processus de cinquante ans, au cours duquel pratiquement toute l'attention a été portée au développement de la petite exploitation africaine, avec des résultats plutôt décevants, comme démontrés par beaucoup de nos auteurs. Néanmoins, une majorité de nos auteurs ont toujours l'opinion qu'une exploitation familiale revitalisée et renforcée, est la seule option viable, en raison de la longue expérience accumulée, de sa capacité de résistance aux aléas du climat et de la fragilité du sol, et en raison du grand nombre de ruraux et des membres de leur famille qui vivent en ville et dépendant d'elle. Même si cette dernière option se concrétise, le sort de la grande majorité des agriculteurs de subsistance demeure une question ouverte.

Pour pouvoir nourrir les populations urbaines toujours croissantes, faire face à la concurrence des importations à bas prix, se positionner sur les marchés régionaux et internationaux et, surtout, retenir les jeunes sur la terre, la seule issue pour l'agriculture familiale est de se transformer en petites et moyennes exploitations, mécanisées raisonnablement et convenablement diversifiées. La productivité du travail et de la terre devra augmenter considérablement, tout en préservant la base de production, en intégrant les arbres et les cultures de couverture ainsi que le cheptel pour une gestion efficace de la fertilité du sol, et prendre une série d'autres mesures. Ce fut la vision de Dumont dans les années soixante et il reste l'idéal non atteint de la plupart de nos auteurs. Une modernisation importante a eu lieu jusqu'à un certain degré dans les zones de savane, entraînée par les cultures du coton et du maïs, et également dans certains périmètres de riziculture / maraîchage irriguée, notamment l'Office du Niger au Mali. Cependant, en zone forestière le développement de la (petite) agriculture familiale a stagné, dans certaines zones jusqu'à un état quasi-comateux, à l'exception notable des producteurs de cacao en Côte-d'Ivoire et dans une moindre mesure au Ghana. Dumont pensait que les opportunités en zone forestière étaient bien meilleures en raison de leur potentialité pour des cultures industrielles comme le cacao, le palmier à huile et le caoutchouc, mais le contraire s'est produit. Nous reviendrons sur ce contraste plus tard.

Entretemps, des phénomènes récents semblent être en contradiction avec le renforcement de l'agriculture familiale, à savoir, l'acquisition de vastes étendues de terres africaines par des investisseurs étrangers et locaux (appelés par certains accapareurs de terre), pour la production à grande échelle de cultures vivrières et de biocarburants. En dehors de l'impact sur l'insécurité foncière de l'agriculture familiale et d'autres implications sociétales, on semble avoir oublié les leçons des mauvaises expériences avec l'agriculture mécanisée à grande échelle de la fin de l'époque coloniale et du début des indépendances. Elles ont échoué pour un ensemble de raisons : un manque de connaissances agronomiques, des gros problèmes de gestion, et, surtout, la méconnaissance des effets dévastateurs des techniques agricoles des zones tempérées appliquées à grande échelle dans les conditions africaines.

Cela ne veut pas dire qu'aucun de nos auteurs n'y voit un rôle futur pour des moyennes et grandes exploitations mécanisées, en particulier dans les zones de savane. Toutefois, même *si certains* y adhèrent, ils insistent sur la nécessité d'être prudents pour éviter les dommages considérables qui résulteront d'une mauvaise utilisation des terres, par l'érosion massive et la dégradation des sols, et par des attaques de ravageurs et des maladies. L'agriculture à moyenne et grande échelle devraient imiter les capacités d'adaptation, de souplesse et les techniques plus durables de l'agriculture familiale, qui la rendent moins vulnérable à ce type de calamités. Cela signifie, par exemple, qu'elle devrait mettre en œuvre des mesures efficaces de conservation des sols, de sa protection et de son amélioration, à l'aide d'outils, d'équipements appropriés, de l'apport d'amendements, y compris la fumure organique produite à la ferme ou provenant d'ailleurs. Même si les principes sont bien connus, il n'y a pas encore beaucoup d'expérience de leur application à grande échelle.

L'agriculture en zone forestière et en savane

Les opinions de Dumont sur la situation de l'agriculture africaine dans les années soixante étaient très réalistes, et ses *éléments pour un développement équilibré* étaient appropriés.

Toutefois, son plan pour les années 1980 («vingt ans à partir d'aujourd'hui») s'est avéré être une illusion. Comme de nombreuses autres personnes, il envisageait une répartition idéale des tâches entre la forêt et la savane, en fonction de leurs potentiels écologiques. Ainsi, la zone forestière, serait spécialisée en cultures pérennes (cacao, palmier à huile, hévéa, bananes), tandis que en zone de savane, l'agriculture serait orientée vers les cultures vivrières et des cultures de rente annuelles, comme le coton. Il pensait que le développement de l'agriculture en zone forestière serait relativement simple, tandis que pour répondre aux défis qui se posent dans la savane on aurait besoin de plus de temps. C'est le contraire qui s'est produit. Les rares cas de réussite signalés, sont tous dans la savane humide (coton «francophone», maïs, et aussi riz/maraîchage irrigué), tandis que les (petites) plantations de cultures pérennes en zone forestière, à l'exception de la Côte-d'Ivoire, sont, au mieux, restées là où elles en étaient ; peu d'efforts ayant été déployés pour les élever à un niveau supérieur d'organisation et de production. En fait, aucun de nos auteurs n'a été impliqué dans des cultures pérennes. Le CGIAR³ n'y a peu ou pas prêté attention, bien que les instituts de recherche français aient continué à travailler sur le café, le cacao, le caoutchouc, le bois et les fruits dans plusieurs pays. Cependant, il n'y avait pas de structures bien organisées autour de ces cultures, à l'appui de chaînes entières de production, comparables à celles du coton. Les offices de commercialisation semi-autonomes ("Marketing Boards"), mis en place dans les pays anglophones pour les différentes cultures commerciales (café, cacao, coton) auraient pu jouer ce rôle (ils étaient très admirés par Dumont), mais ils ont tous fini par succomber, suite à l'interventionnisme et l'usurpation des États après l'indépendance.

Les agences de développement ont généralement montré peu d'intérêt pour les cultures industrielles des zones forestières, peut-être à l'exception du café, que Dumont considérait comme la moins prometteuse.

La savane humide et le cas du coton

S'il est un endroit où les choses se sont bien passées, c'est dans la zone de savane humide, comme illustré par les cultures (semi-intensives) de coton et de maïs, menées par des exploitations familiales, en particulier dans certains des pays francophones, et plus récemment en production de fruits et légumes. Regardons de près le secteur du coton pour trouver des indices sur les facteurs qui conditionnent le développement agricole, comme plusieurs de nos auteurs francophones l'ont fait.

Depuis l'époque de Dumont, le coton comme culture de rente a été l'une des vitrines de la réussite du développement économique en Afrique occidentale francophone et cela a contribué à l'émergence d'exploitations familiales de taille moyenne, assez prospères. Trois facteurs ont été déterminants pour les réussites : un ensemble complet de services fournis par une organisation dédiée et non corrompue, le recouvrement des crédits au moyen de retenues sur le coton livré, et l'intégration verticale depuis la production puis la transformation pour la commercialisation, par un organisme français (CFDT⁴ et sociétés affiliées), dont l'origine remonte à l'ère coloniale. En d'autres termes, par la mise en place d'une chaîne de valeur solide, pour rester dans le jargon d'aujourd'hui. Cela a abouti à ce

³ Consultative Group for International Agricultural Research, avec des centres de recherche dans 4 continents

⁴ Compagnie Française pour le Développement des fibres Textiles

que Dumont appelle un secteur de culture «disciplinée», où tout est fait plus ou moins selon les règles de l'art, au prix d'un encadrement serré, par une CFDT monopolistique. Dans les années quatre-vingt, l'une des plus grandes sociétés mixtes de coton, la CMDT⁵ au Mali, a été poussée par la Banque mondiale à étendre ses services à d'autres filières qui gravitent autour du «système à base de coton» et, en particulier le maïs et l'élevage bovin.

Les "Marketing Boards" pour le coton de l'Afrique anglophone, mis en place avant l'indépendance en tant que structures semi-autonomes en appui à la filière, ont eu d'assez bons résultats au début. Cependant, après l'indépendance, ils ont rapidement dégénéré en adaptant des mécanismes de gestion et de contrôle par l'Etat, au service des intérêts des politiciens plutôt que des paysans, en les abandonnant dans un état semi-comateux.

Les agriculteurs des pays francophones s'en sortent-ils mieux, dans un contexte où la continuité avait été assurée par des sociétés mixtes dominées par la France? Cela reste à voir. Plusieurs de nos auteurs, dont certains en regardent le passé avec une fierté critique nourrie par une carrière entière dans le coton, expriment des préoccupations graves quant à l'avenir du secteur. Plusieurs de ces sociétés mixtes, après avoir été vidées de leurs ressources par des politiciens et encore affaiblies par les prix bas du coton, sont en cours de démantèlement en faveur d'entreprises privées, encore à peine existantes, tel que stipulé par la même Banque Mondiale. Il est difficile de prévoir où cela va mener le secteur au cours des dix prochaines années et quelles structures sortiront en remplacement des organismes parapublics moribonds.

La zone forestière et ses promesses non tenues

Vers 1960, le cacao ouest-africain était en plein essor et le Ghana est entré en indépendance avec un impressionnant solde excédentaire sur sa balance de paiements, grâce aux exportations de cacao. Des succès comme ceux-ci ont amené Dumont à penser que des progrès en zone forestière, basés sur des cultures pérennes bien adaptées comme le cacao, le palmier à huile et le caoutchouc seraient plus faciles à obtenir qu'en zone de savane. Il espérait que les cultures pérennes allaient devenir les moteurs du développement dans la zone forestière, avec la savane à côté pour fournir de la nourriture aux centres urbains industrialisés. Cela ne s'est pas produit. Le cacao est encore une des principales cultures de rente dans le bassin cacaoyer de l'Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte-d'Ivoire et au Ghana, mais sa culture a beaucoup diminué au Cameroun et encore plus au Nigeria, autrefois le plus gros producteur. Et même dans ces deux premiers pays elle est très éloignée du secteur «discipliné» envisagé par Dumont, en raison de l'absence d'organisations de soutien aux producteurs, solides et non-corrompues. Contrairement aux attentes de Dumont, le café a continué à être une bonne culture pour les petites plantations familiales dans les régions montagneuses à travers le continent africain, même en l'absence de structures d'appui ou d'organisation de producteurs. Les autres cultures pérennes sont demeurées pour l'essentiel des cultures de plantation⁶. Ainsi, le moins que l'on puisse dire est que les promesses de la zone forestière n'ont été remplies que partiellement, et ce, pas par manque de potentialité.

⁵ Compagnie Malienne pour le Développement des fibres Textiles

⁶ Le palmier à l'huile est une culture très importante pour l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest, entourée d'une petite 'industrie' de transformation ingénieuse, mais qui ne joue qu'un rôle mineur dans le commerce de l'huile de palme.

L'aide bilatérale a toujours eu peu d'intérêt pour les cultures d'exportation, d'une part parce qu'il y avait peu d'experts disponibles qui auraient pu être affectés à des projets de développement de cultures pérennes, et peut-être aussi à cause d'une certaine tendance anti-capitaliste dans le milieu de l'aide au développement. Contrairement au coton, il n'y avait pas d'organisations fortes en appui à ces cultures, ayant des activités s'étendant tout au long des filières : des sites de production jusqu'à la commercialisation et la transformation industrielle en Europe. Il est frappant que les cultures pérennes soient rarement mentionnées par les vétérans pour leur potentiel de développement. Par contre, certains d'entre eux font cas de l'abandon de cultures industrielles en faveur de cultures vivrières, dans des circonstances où ces dernières sont devenues plus rentables. Au Nigeria par exemple, le manioc est devenu un produit très important dans le commerce, avec une industrie de transformation assez efficace développée autour de cette filière et un bon potentiel de développement à l'avenir.

Systèmes de production, technologie de production et de transformation

Il y a eu un flux constant de nouvelles variétés pour les principales cultures, et l'adoption de plusieurs d'entre elles comptent parmi les rares succès enregistrés par beaucoup de nos auteurs. Pour le reste, l'adoption de nouvelles technologies de production (engrais, lutte contre les ravageurs, traction animale) a été essentiellement limitée aux systèmes (intensifs) de production basés sur le maïs et le coton. Les opérations cotonnières très encadrées dans certains pays francophones se distinguent à cet égard, par des systèmes agricoles diversifiés qui s'y sont développés, incluant, outre le coton et le maïs, l'élevage de bovins, des légumineuses à graines et d'autres cultures.

Au début des années soixante, Dumont était lyrique à propos de nouvelles cultures possibles, telles que le Jatropha, certaines cultures fourragères et à fibres (du type de jute), comme d'une foule de nouvelles technologies qui étaient déjà disponibles ou en cours de mise au point et qui seraient nécessaires pour les petits paysans afin qu'ils puissent devenir des agriculteurs de classe moyenne efficaces. En fait, il avait prédit une révolution agricole, qui s'est effectivement réalisée, en Asie, mais pas en Afrique, sauf si on voulait considérer comme une mini-révolution les progrès obtenus en matière de production intensive de maïs (dans des systèmes avec ou sans coton) en zone de savane ouest-africaine.

Il est étonnant de voir le nombre de thèmes de la "liste des souhaits technologiques" des années soixante qui ont été repris par nos auteurs 50 ans plus tard : « gestion intégrée des ressources en sols fragiles, suppression, remplacement ou l'amélioration de la jachère, intégration agriculture-élevage, mécanisation légère, utilisation efficace des ressources limitées en eau, introduction de cultures nouvelles (le Jatropha figure dans les deux listes⁷). Toutefois, ce n'est pas comme si aucune innovation n'a eue lieu. On peut citer, par exemple, certaines des zones cotonnières déjà mentionnées, et les petites exploitations innovatrices d'enmaraîchage intensif, ainsi que des exploitations avicoles qui ont surgi autour des centres urbains depuis de nombreuses décennies, pratiquement sans aucune aide. C'est le secteur

⁷ un exemple de ce que Richard Lowe a dit des approches échouées de développement : "*si leur logique est attrayante, elles ont tendance à ré-apparaître 25 ans après*"

des petites exploitations traditionnelles où l'innovation ne s'est pas produite à l'échelle et au rythme que nous aimerions voir, qui est préoccupant. La majeure partie de l'aide est allée à ce secteur, qui manque de dynamisme et n'a progressé que peu ou, dans de nombreux cas, pas du tout. Découvrir pourquoi c'est ainsi et pourquoi le nombre des souhaits réalisés dans la liste pour le développement agricole est resté si faible, était l'une des raisons pour solliciter les opinions des 40 vétérans sur la question.

Un développement remarquable a été l'émergence, de façon autonome, de petites et moyennes entreprises de transformation de produits agricoles, observée par plusieurs auteurs et bien en ligne avec les prévisions et recommandation de René Dumont. Elles ont évolué, en partie, à partir des ateliers villageois de transformation traditionnelle, comme la production de gari au Nigeria et l'extraction de l'huile dans plusieurs pays. D'autres ont pu émerger sur les cendres de grandes entreprises publiques (usines de concentré de tomate, de jus de fruits, de transformation de noix de cajou, des rizeries et bien d'autres), qui s'étaient effondrées en raison d'attentes illusoires ou de mauvaise gestion, et le plus souvent des deux. La demande urbaine pour des produits alimentaires courants stimule le développement de petites unités de production de produits secs, «instantanés», d'origine locale (manioc, farine de sorgho et de mil, fruits secs, noix, etc.). En dépit de cette évolution favorable, les «matières premières» classiques, comme le café le cacao, le bois, le coton et, plus récemment, les mangues, continuent d'être exportées à l'état brut, souvent sans aucune transformation, tout comme avant, déjà au grand dam de René Dumont.

Où va l'agriculture familiale?

En règle générale, les vétérans ne font pas des spéculations sur ce que l'avenir nous réserve, comme Dumont aurait probablement fait, mais ils indiquent un certain nombre d'éléments dont une agriculture familiale viable aurait besoin. Beaucoup sont déçus par le manque de progrès et le faible taux d'adoption des innovations, tout en étant conscients que cela ne peut pas se réaliser sans changements profonds dans l'environnement en amont et en aval de la production. Il s'agit notamment : d'une législation foncière mieux adaptée, d'organisations paysannes plus solides, d'une formation technique agricole de qualité, de filières et de chaînes de valeur bien intégrées, et d'un changement profond des mentalités. Encore une liste qui est remarquablement semblable à celle de Dumont.

Le dilemme des droits fonciers

L'urgence de la question des droits fonciers s'est imposée récemment avec l'apparition sur scène des «accapareurs de terres», alors que la perspective d'une approche adéquate de la propriété foncière, aujourd'hui plus nécessaire que jamais, a pris du retard. Dumont avait souligné la nécessité d'une législation foncière permettant aux paysans de considérer l'investissement dans la terre comme une option rentable et évitant le retour, après quelques années, de la terre amendée au bien commun, comme c'était le cas dans la plupart des sociétés traditionnelles, en particulier en zone de savane. Cependant, il est très critique vis-à-vis la propriété privée sous sa forme intrinsèque, basée sur ce qu'il appelle les lois «romaines» de la propriété, comme option pour l'Afrique. Pour lui, cela impliquerait que le propriétaire disposera de *jus utendi et abutendi* illimités, donc du droit d'utiliser ou d'abuser la terre. L'argument de ses défenseurs, qui incluent une minorité parmi nos auteurs, c'est que

la pleine propriété permettrait aux agriculteurs de «convertir un rocher en un jardin», selon Arthur Young (1793), cité par Dumont. La citation complète est la suivante :

"Give a man the secure possession of a bleak rock, and he will turn it into a garden; give him a nine years' lease of a garden, and he will convert it into a desert".

“Donnez à un homme la possession sûre d'une roche sombre, et il va le transformer en un jardin, donnez-lui un bail de neuf ans d'un jardin, et il va le transformer en un désert”.

S'il est vrai qu'aucun agriculteur, que ce soit en Afrique ou ailleurs, n' acceptera d' investir dans l'amélioration des terres s'il n'est pas convaincu que les gains ne seront pas enlevés, ni à lui, ni à ses enfants, les choses ne sont pas si simples en Afrique. Dumont avait vu plusieurs dangers auxquels l'utilisation des terres agricoles en Afrique est confrontée, qui se sont révélés n'être que trop réel en 2012.

Le premier danger, déjà apparent dans les années soixante et encore plus aujourd'hui, c'est la stagnation du développement productif et la surexploitation des terres dans de nombreuses zones par les petits agriculteurs qui n'investissent pas dans l'amélioration des terres et ne parviennent pas à se transformer en producteurs efficaces pour le marché. En fait, l'approche commune des agriculteurs dans ces zones est de continuer à exploiter la fertilité naturelle des sols et de laisser sa restauration à la nature. Cela ne changera pas facilement, même avec des meilleures lois foncières.

Le deuxième danger est l'appropriation et l'abus de terres par des intervenants puissants, de l'intérieur ou de l'extérieur des pays, suite à la libéralisation du foncier. Cela a commencé à se produire dès les années soixante, a disparu pendant quelques décennies et a repris avec force depuis le tournant du siècle. Dans le contexte de nombreux pays africains, où la corruption est bien présente, les gens susceptibles de profiter le plus des droits fonciers librement négociables peuvent être aussi bien des nationaux et que des étrangers, désireux de s'approprier des vastes étendues de terres à des fins productives ou spéculatives.

Bien que quelques auteurs voient la pleine propriété privée comme un remède à l'absence d'amélioration des terres par les petits exploitants, les autres rejoignent Dumont pour y voir un risque très sérieux. Certains de nos auteurs soulignent que la stagnation de l'agriculture familiale est devenue en elle-même un argument de certains gouvernements africains pour autoriser cette voie, voire pour encourager sa réalisation.

Organisations paysannes

Dès les premières années après l'indépendance, le mouvement coopératif en Afrique a rapidement perdu sa crédibilité, par le fait qu'il a été utilisé par les gouvernements, comme instrument de contrôle et d'exaction de revenus de la population rurale. Les attentes élevées de Dumont sur le rôle de l'État dans les premiers stades de développement agricole de l'Afrique se sont avérées être une illusion.

Malgré la mauvaise image du concept de coopérative, de nombreux auteurs en sont venus à la conclusion que sans organisations paysannes solides, autogérées, aucun progrès significatif ne sera possible. Des gouvernements faibles, se sont révélés être incapables de

fournir des services essentiels aux agriculteurs, comme l'approvisionnement en intrants, un appui-conseil efficace, le crédit, la formation professionnelle etc., en dépit de l'aide extérieure massive à laquelle de nombreux vétérans ont été associés. On considère qu'à l'avenir des organisations paysannes peuvent fournir des supports, au moins en tant que partenaires, pour la prestation de services aux agriculteurs. Cela peut se faire en s'appuyant sur leur propre personnel ou à l'aide d'intervenants privés. De même, ces organisations seront des remparts pour la défense des droits et intérêts des agriculteurs, tout comme ils l'ont fait dans l'Europe du XXe siècle. De nombreuses organisations paysannes ont vu le jour ces derniers temps, la plupart d'entre elles avec des capacités très limitées, mais on peut espérer qu'elles puissent relever le défi et jouer ces rôles, dans un contexte où l'État se retire de la prestation de services.

Le succès relatif de l'agriculture tournée vers le marché dans le cadre «discipliné» des sociétés mixtes autour du coton et d'autres cultures, montre que les organisations paysannes auront une meilleure chance de réussir lorsqu'elles s'intéresseront à des cultures de rente et des produits commercialisables, tels que le coton, le cacao, le café, le palmier à huile, les fruits, les produits laitiers, les légumes, les fleurs coupées pour le marché européen, etc. ou un peu à l'exemple de l'Europe. Des grandes coopératives, poursuivant des objectifs multiples, ont peu de chance d'être viables dans un avenir proche.

La formation constitue l'un des éléments clé pour la réussite des organisations paysannes. Un mouvement paysan fort a besoin d'agriculteurs bien formés, au moins au niveau des dirigeants. Une bonne éducation de base et technique est une condition sine qua non. Plusieurs vétérans font un vibrant plaidoyer en faveur d'une formation professionnelle de qualité, bien que, étonnamment peu d'entre eux ont été effectivement impliqués dans ce type d'éducation.

Education, formation, appui-conseil

Une grande partie de l'effort de développement agricole des 50 dernières années peut être qualifié comme le renforcement des compétences la formation et l'accompagnement des agriculteurs, des vulgarisateurs, du personnel des ministères, et plus récemment, du personnel des ONG, des commerçants, des entrepreneurs potentiels. Cela s'est réalisé pour la plupart au sein de grandes structures, gérées par l'Etat, des dinosaures, dans lesquelles des grandes sommes ont été négligemment investies, et qui par la suite se sont effondrées ou sont sur le point de l'être. Les exceptions, ce sont les quelques cas déjà mentionnés des sociétés mixtes en Afrique de l'Ouest francophone autour du coton et, dans une certaine mesure, du riz/maraîchage irrigué, où l'appui-conseil a été intégré dans un environnement "discipliné", comme Dumont l'avait appelé, c'est à dire dans des organisations fortes autour des cultures à succès. Or, ces entreprises parapubliques sont également en danger de désintégration maintenant, que les gouvernements nationaux et les bailleurs prennent leur distance avec le genre de «services» qu'ils avaient l'habitude de fournir.

En dépit du bilan global lamentable du renforcement des capacités géré par l'Etat, de nombreux auteurs continuent à croire fermement à la force de l'éducation et de la formation professionnelle. Pour réussir en entrepreneuriat, il faut disposer de personnes qui savent lire, écrire et calculer, qui sont travailleuses et honnêtes. Pour être efficaces, les organisations paysannes ont besoin de dirigeants jeunes, bien formés, tandis que le personnel de

vulgarisation de l'avenir, doit être axé sur les réalités des exploitations telles qu'elles sont (et pas comme on les imagine) et être instruit dans le respect des agriculteurs.

Plusieurs auteurs soulignent également que les institutions de formation agricole de tous les niveaux devraient s'associer à la recherche et à la vulgarisation pour former un système intégré de formation / vulgarisation / recherche, afin de pouvoir remédier à la faiblesse actuelle des liaisons entre les trois. Elles doivent également rehausser le niveau de connaissances souvent très faible du personnel de vulgarisation et de réorienter l'ensemble du système de recherche, de vulgarisation et d'éducation vers les vrais défis pour le développement du pays.

Ceci est d'autant plus facile à dire qu'à faire. Les services traditionnels de vulgarisation gérés par l'Etat sont une cause perdue, la formation professionnelle a dégénéré en une affaire d'ouvrages théoriques (généralement sans le manuel) et la recherche universitaire poursuit des objectifs académiques plutôt que des objectifs de développement. Aussi, avec la faillite du T&V et le déclin de la FSR les liens entre les trois ont à nouveau été rompus. Une remise en cause et une réflexion approfondie à tous les niveaux seront donc nécessaires.

Développement des chaînes de valeur

L'expression «développement des chaînes de valeur», est relativement nouvelle dans le jargon du développement et est rarement utilisée par les vétérans, qui utilisent toujours les anciennes dénominations, incluses dans les chaînes de valeur : l'approvisionnement en intrants, le crédit, la transformation, le contrôle qualité, la commercialisation, etc. Mais l'expression est en effet utile pour exprimer de façon concise l'idée que l'on ne peut pas s'arrêter à un seul élément de la chaîne de production si des progrès doivent être faits. Bien sûr, beaucoup de vétérans en sont parfaitement conscients, comme l'était Dumont, mais peu de personnes peuvent se vanter d'avoir appliqué avec succès une approche intégrée de la chaîne de production. Toutefois, quelles sont les conditions pour que le développement d'une chaîne de valeur puisse réussir? Il est clair que les chances de succès seront pour des programmes basés sur un produit commercial majeur, soutenus par une organisation «disciplinée», solide et non corrompue, porteurs d'un mécanisme fiable pour le remboursement du crédit et le paiement des frais, comme en témoignent les quelques réussites connues : le coton et le riz irrigué au Mali, les produits laitiers à petite échelle dans plusieurs pays, et peut-être la production de légumes sous contrat pour le marché européen, où l'entrepreneur intervient (ou fait des contrôles) à toutes les étapes du processus de production, de stockage, de transport et de commercialisation. En fait, les grandes plantations de palmier à huile, caoutchouc, thé, canne à sucre et bananes peuvent également être considérées comme des exemples de développement en chaîne de valeur, par un seul ou par un petit groupe de grands producteurs d'une culture unique.

Des produits typiques des exploitations familiales pourraient également bénéficier de cette approche, ainsi le cacao, le café, le palmier à huile, les fruits d'exportation, mais aussi la farine de manioc pour la transformation industrielle, décrite par certains auteurs. L'organisation n'a pas besoin d'être assurée par un organisme parapublic ou une société étrangère. Les offices de commercialisation du cacao et du coton, mis en place comme des structures semi-autonomes après la guerre dans la plupart des pays anglophones ont joué ce rôle avec efficacité, jusqu'à ce qu'ils aient été pillés par des hommes politiques.

Des organisations paysannes ou des coopératives structurées autour de produits spécifiques, bien gérées, pourraient à l'avenir jouer efficacement ce rôle, mais celles qui pointent à l'horizon ne sont pas nombreuses.

Valeurs sociétales et gouvernance

En prenant du recul, l'agriculture comme toute autre activité de production, ne peut s'épanouir que dans un environnement où tous les acteurs jouent leurs rôles plus ou moins efficacement mais avec dévouement, non seulement dans leur propre intérêt mais aussi dans celui de leur organisation et de la société en général. En fin de compte, comme certains de nos auteurs le soulignent, en dehors des facteurs déterminés par l'économie, le développement véritable a besoin d'une bonne gouvernance, de l'éradication de la corruption de l'État et doit pouvoir s'appuyer sur les initiatives, le leadership et le dynamisme de la population locale. Ceci nécessite le renforcement des valeurs morales et civiques, diversement appelés par René Dumont et par plusieurs des vétérans : le dévouement, l'esprit d'entreprise, la persévérance, l'éthique du travail, la volonté politique, et des agriculteurs et dirigeants-paysans déterminés. Ces valeurs sont plus importantes que l'aide extérieure et pour les susciter, il faudrait une nouvelle génération de dirigeants africains à tous les niveaux.

Dumont avait été particulièrement exaspéré par le déclin des valeurs morales, l'augmentation de l'alcoolisme dans les Etats côtiers, la corruption et l'égoïsme des politiciens et des fonctionnaires à tous les niveaux, si rapidement après l'indépendance. Beaucoup de vétérans pointent du doigt les mêmes problèmes, mais avec moins de force que Dumont. On peut se demander dans quelle mesure cela est dû à leur perception d'une véritable amélioration, des faux espoirs, de la politesse ou de la rectitude politique. La première raison peut difficilement être la bonne, puisque l'ampleur de la corruption et d'autres abus dépasse maintenant plusieurs fois la valeur de tous les fonds de développement pris ensemble.

L'aide a-t-elle aidé?

La plupart des auteurs sont extrêmement critiques vis à vis des institutions d'aide bilatérale et internationale et des politiciens, de la versatilité des politiques d'aide et du personnel de développement, souvent incompetent. Leur critique est renforcée par le fait qu'en général les bailleurs tentent de lutter contre les pratiques corrompues des régimes souvent dictatoriaux, en mettant en place des mécanismes complexes de contrôle bureaucratique. En dehors de cela, beaucoup d'interventions dans le domaine de l'agriculture sont considérées comme des échecs, pour une série d'autres raisons, tandis que le nombre de réussites est limité, sans commune mesure avec les sommes dépensées. Il est préoccupant de regarder la liste des critiques :

- des délais irréalistes; les temps imaginés par les politiciens sont presque toujours beaucoup plus courts que ce que les hommes de terrain considèrent comme nécessaire ;
- les « tendances » et les « modes » appliquées au développement reflètent en général la politique nationale des pays donateurs plutôt que les intérêts du pays bénéficiaire, et perturbent fortement l'efficacité du travail sur le terrain ;

- la mémoire courte, l'oubli des expériences passées, conduisant à une répétition des mêmes erreurs.
- le manque de continuité, dans un contexte où chaque bailleur cherche à planter son propre drapeau plutôt que de renforcer des projets existants ;
- la rigidité et en conséquence une faible réactivité à des conditions changeantes
- le manque de capacité de jugement pour savoir distinguer entre des projets de faible ou de bonne performance ;
- la perte d'intérêt des bailleurs de fonds pour le secteur agricole autour de l'an 2000, suivi par un arrêt brutal des projets ;
- l'unilatéralisme des politiques des donateurs, en l'absence d'un véritable débat sur le développement et l'élaboration d'une politique dans les pays bénéficiaires ;
- le manque de professionnalisme au niveau des bailleurs et des agents de terrain ;
- le manque de coordination entre les bailleurs de fonds ;
- des attitudes basées sur des préjugés ou des mauvaises informations envers les agriculteurs et implication insuffisante de ces derniers dans le débat politique sur les questions qui les concernent ;
- la favorisation du copinage, entre des gens qui savent comment manipuler les bailleurs de fonds

D'autres préoccupations concernent la crainte que l'aide ait entretenu le «syndrome de dépendance», ait interféré avec le renforcement des capacités nationales en incitant les meilleurs cadres à venir travailler pour elle, ait entravé le développement de marchés, la création d'entreprises, les initiatives privées, l'organisation des agriculteurs, et ait permis aux élites locales d'esquiver leurs responsabilités.

En dépit de tout cela, seulement une minorité rejette entièrement l'idée de l'aide, tandis qu'un nombre surprenant lui attribue encore un rôle possible, bien qu'il n'y ait pas de consensus clair sur les domaines où l'aide serait la plus nécessaire. Les idées varient largement, de la recherche fonctionnelle et intégrée à la vulgarisation, à la formation et l'enseignement agricole, à la construction d'infrastructures rurales, y compris des travaux pour l'irrigation, des barrages et des réservoirs d'eau, à la mise en place de systèmes de crédits abordables pour les agriculteurs et les entrepreneurs agricoles.

Si une aide est fournie, cela doit se faire dans le cadre d'un engagement à long terme (15-20 ans ou même plus est mentionné), des conventions bien coordonnées entre bailleurs et institutions locales, avec des budgets alloués pour toute la durée de la collaboration, prévoyant un déboursement des fonds de manières flexibles, au temps opportun et doté d'un personnel compétent maintenu en poste pendant de nombreuses années, tout en évitant les écueils du passé.

Deux tendances récentes en matière d'aide internationale sont à signaler, la première nous semble défavorable, tandis que la seconde serait potentiellement favorable. La première tendance parmi les donateurs bilatéraux est de passer de plus en plus par les canaux de l'aide internationale comme la Banque Mondiale, pour fournir leur aide. Cela semble être davantage motivé par la commodité que par la compétence avérée des organisations internationales. En réalité, leurs performances ont été encore moins brillantes que celles des bilatéraux.

Une tendance (potentiellement) plus favorable est le flux de plus en plus important d'aide attribuée à travers des ONG, des organisations d'agriculteurs occidentaux, des organisations caritatives, des émigrants (la «diaspora» africaine), des citoyens occidentaux à titre individuel et certains des investissements directs réalisés par des entreprises privées. De tels échanges «de communauté à communauté» peuvent contribuer à construire des relations plus égalitaires, parce qu'ils impliquent un rapprochement entre des cultures. Toutefois, ils pourraient ne pas être exempt du paternalisme et de l'arrogance culturelle qui ont caractérisé l'aide conventionnelle.

Conclusions

Il y a soixante ans l'agriculture africaine se présentait sous deux formes. La première était celle de l'agriculture paysanne, de subsistance et, dans certains cas, avec des cultures de rente comme le cacao ou le café dans les zones humides et l'arachide ou le coton dans les zones plus sèches. La deuxième forme était celle de l'agriculture de plantation européenne, très performante, avec des cultures comme le palmier à huile et l'hévéa. Les espoirs, que la plupart d'entre nous ont partagés avec Dumont, étaient dirigés vers une évolution du secteur de subsistance vers une agriculture familiale de classe moyenne, semi-mécanisée, et produisant pour le marché. Les histoires racontées par de nombreux vétérans sont une illustration de l'échec de l'aide au développement pour atteindre cet objectif. Il est évident que cet échec ne peut pas s'expliquer uniquement par des insuffisances techniques.

Comme Felix Nweke l'a observé dans sa contribution, de façon concise : *«La question de savoir pourquoi l'agriculture africaine reste sous-développée [...] fait partie d'une question plus vaste à savoir pourquoi l'Afrique est sous-développée [...]»*. Lui et de nombreux autres auteurs ont préféré de ne pas aborder cette grande question, en s'intéressant plutôt aux caractéristiques du sous-développement de l'agriculture. Bien sûr, cela ne résout pas la question du développement en général, mais la plupart des auteurs ont préféré ne pas l'aborder, considérant que cela dépasse les limites qu'ils se sont fixées.

Il est clair que l'agriculture n'a pas été et ne sera pas développée à travers une succession de slogans, de modes et d'innovations miraculeuses. Ce qui compte, c'est de la vision, de l'autocritique et des compétences, dont certaines ont fait cruellement défaut. Toutefois, le tableau n'est pas totalement sombre non plus. Il y a des exemples de développement réussi, en particulier dans les zones de savane humide. La zone forestière a clairement pris du retard, contrairement à l'opinion de Dumont qui pensait que le développement serait plus facile là-bas à cause du potentiel pour les petites exploitations familiales en cultures pérennes comme le cacao, le caoutchouc et le palmier à huile. Or, ces cultures ont été honteusement négligées et doivent faire l'objet d'un appel vigoureux à des programmes de rattrapage.

Plusieurs auteurs ont bon espoir que la technologie de communication moderne apportera un nouveau dynamisme à l'agriculture, mais quand les gens comparent leurs conditions à celles du monde extérieur, la jeune génération peut aussi se décourager et cela pourrait renforcer sa tendance à s'échapper. Cela semble inévitable tant qu'on n'aura pas fait des améliorations très importantes dans les conditions économiques et de vie dans les zones rurales, améliorations qui ne pourront être réalisées que si les dirigeants africains

commencent à prendre un véritable intérêt dans l'avancement de leurs communautés, plutôt que de poursuivre leurs propres petits intérêts.

Et enfin, quelle réponse donner à la question posée dans le sous-titre : *René Dumont, devrait-il se retourner dans sa tombe*, s'il se rendait compte du peu qui a été réalisé ? Devrons nous peut-être avouer qu'il pourra mieux se reposer en paix encore un autre cinquante ans avant que l'agriculture africaine aura réellement décollé ?

Bibliographie

Dumont, René, 1962. *L'Afrique noire est mal partie*. Editions du Seuil, Paris.

Mutsaers, Henk J.W. and Paul W.M. Kleene (Eds.), 2012. *What is the matter with African agriculture? Veterans' visions between past and future*. KIT Publishing, Amsterdam.

APPENDICE

Citations choisies parmi les trois « premiers cas » et les 39 articles de vétérans

Les trois « premiers cas »

“Personne ne veut publier ses erreurs” (Richard Lowe au sujet des colonisations paysannes dirigées)

“Qu'est ce qu'on doit faire maintenant que nous devons nous asseoir et attendre que notre Chef nous procure [les choses dont nous avons besoin] par voie magique » (Godfrey Allen au sujet du développement communautaire)

“Une question simple qui n'a pas été posée était de savoir pourquoi la terre était restée non-cultivée – bien sûr, les paysans africains en savaient quelque chose, mais pas les planificateurs (Brian Van Arkadie au sujet du « Tanganyika Groundnut Scheme »)

Les 39 articles des vétérans

« Finalement, la R-D agricole privée va jouer un rôle important en Afrique sub-saharienne, mais en attendant, les pays devront se contenter des institutions publiques » (Jock Anderson)

“Au lieu que l'argent du pétrole soit utilisé pour l'achat d'armes ou disparaisse dans la corruption, une partie importante devrait aller au développement agricole et social et éviter ainsi qu'il soit détourné » Facho Balaam).

“Comment expliquer [ces résultats abominables], malgré les milliards de francs CFA dépensés, les multiples théories économiques expérimentées, les nombreux projets de développement engagés?” (Hervé Bichat)

“Les paradis fiscaux abritent des sommes considérables, issues des détournements illicites et de pratiques comptables courantes dans le monde des grandes entreprises» (René Billaz)

“Les opportunités de marché devrait avoir la prépondérance sur les facteurs d'offre” (Dirk Bol)

“L'agriculture africaine aurait été mieux sans les fonds d'aide et des vagues interminables d'experts étrangers en train d'identifier sans relâche des mauvaises causes pour des mauvais effets» (Peter Bolt)

«Le recours à des méthodes endogènes d'apprentissage, basées sur l'échange d'expérience entre paysans et l'expérimentation, est trop limité” (Alain Bonnassieux)

«Le développement agricole ne doit pas se concentrer sur les plus pauvres parmi les pauvres; on ne gagne pas la guerre avec des handicapés de guerre» (Henk Berman)

“L'agriculture n'est pas la seulement l'affaire des paysans et des agronomes!” (Dominique de la Croix)

“Il me semble que la vraie question est : pourquoi les résultats obtenus ont été aussi rapidement gommés et pourquoi cette stagnation voire ce repli dans le domaine économique et social?” (Jean-Pierre Derlon)

«Que d'autres organisations se chargent de ce qu'elles savent bien faire" (Peter van Doren)

«J'ai vu de nombreux petits exploitants individuellement ou collectivement tirer le meilleur parti des ressources et des opportunités dans leur environnement" (Adri van den Dries)

"Avec la forte hausse du coût des intrants chimiques dans ces dernières années, l'augmentation de l'accès des paysans à la fumure organique apparaît en fait comme un enjeu de toute première importance"(Marc Dufumier)

"Un véritable changement de mentalité prend une ou deux générations"» (Harry Franssen)

«L'Afrique est parsemée de fermes modèles qui ont échoué» (David Gibbon)

"[en raison de facteurs en dehors de l'exploitation] les professionnels de l'encadrement agricole, ceux si proches des chercheurs et techniciens, ont rarement réussi leurs propres projets personnels d'intensification de l'élevage" (Hubert Guérin)

"Résumer l'agriculture africaine comme figée et arriérée est encourager l'aliénation de vastes étendues de terres africaines à des propriétaires étrangers, sous la rubrique des investissements étrangers» (Jane Guyer)

"Nous avons mis longtemps pour nous rendre compte que le développement est beaucoup plus complexe et peu sensible à nos méthodes d'ingénierie socio-économique et technique » (Paul Kleene)

"En ce qui concerne l'approche de vulgarisation, il faut reconnaître qu'une exploitation agricole est tout un ensemble" (Youba Koné)

"Ce thème de durabilité des systèmes mixtes, combinant productions animales et végétales, reste d'actualité et je continue de m'y intéresser fortement" (Philippe Lhoste)

Des approches de développement qui ont échouées, comme les colonisations paysannes dirigées, restent non publiées, et, si leur logique est séduisante, ont tendance à se répéter après 25 ans»(Richard Lowe)

"En Tanzanie, l'émergence d'organisations paysannes devrait être encouragée, avec peu d'intervention de l'Etat" (Sizya Lugeye)

«L'aide au développement a perpétué le syndrome de dépendance» (Dejene Makkonen)

"En situation d'accès égal aux ressources et marchés, les petits agriculteurs sont presque toujours compétitifs" (Peter Matlon)

"L'agriculture traditionnelle de subsistance, courante dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, ne peut pas nourrir la génération actuelle, ni, à plus forte raison, celles à venir» (Fred Muchena)

"Le changement culturel ne peut se réaliser que par la population elle-même et de ses dirigeants, qui trouvent leur satisfaction dans l'avancement de leurs propres communautés» (Henk Mutsaers)

"L'exportation de miel en provenance d'Afrique est poussée par des commerçants, dans leur ambition de rejoindre le marché mondial, alors qu'il y a une pénurie de miel en Afrique même» (Marieke Mutsaers)

"L'agriculture à grande échelle pourrait accroître la production agricole, mais elle ne contribuera pas beaucoup au développement» (David Norman)

"La question de savoir pourquoi l'agriculture africaine reste sous-développé [...] fait partie d'une question plus large, celle de savoir pourquoi l'Afrique est sous-développée» (Félix Nweke)

«Des taux élevés et croissants de l'exode rurale vers les villes, laissant l'agriculture à des hommes âgés et des femmes, devient un problème de plus en plus important pour le développement agricole» (Bède Okigbo)

«L'introduction et l'utilisation généralisée de la traction animale a permis d'augmenter les superficies cultivées, les rendements et les revenus» (Amadou Sow et Abdoulaye Traoré)

"Il y aura partout des changements dans l'agriculture africaine, mais souvent pas selon les modèles et aux rythmes programmés par les agents de développement occidentaux" (Willem Stoop)

«Aucune ONG, aucune structure ne m'a fabriqué; on ne peut pas me donner des leçons. On ne peut pas me forcer à dire quelque chose" (François Traoré)

«De nombreux projets sont basés sur des solutions pour trouver des problèmes - et non l'inverse» (Brian Van Arkadie)

"Je proposerai d'attribuer au moins 2% du budget de tout projet à des fins culturelles" (Jos Verdurmen)

«Ce fut une grave erreur de déployer tant de la main-d'œuvre rare dans la vulgarisation, au lieu d'attribuer plus de ressources à la formation des jeunes ruraux» (Ed Verheij)

«Pour moi, le développement agricole ne démarre que lorsque les agriculteurs disposent de moyens de transport, ce qui coïncide souvent avec la possession de quelques bovins» (Frits Wegerif)

«La formation, les réunions et autres palabres inutiles font partie des actions les plus populaires du personnel de vulgarisation, mais ont très peu d'impact" (Jan de Wolff)

"Ce n'est que lorsque l'éthique du travail joue un rôle majeur, que les connaissances, les pratiques, les services d'appui et même les coopératives fleuriront" (Dirk Zoebel)